

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Services d'intérêt général

♦ Le comité exécutif de la **Confédération européenne des syndicats** a adopté, le 10 octobre dernier, une résolution sur l'agenda de Laeken et l'avenir de l'Union. Cette résolution demande notamment que les services d'intérêt général, partie du modèle social européen, soient ancrés dans la Constitution ; que "les partenaires sociaux européens soient associés à titre permanent à la Convention".

♦ "**Ciel unique européen**" : La Commission a adopté ses premières propositions le 10 octobre pour la réalisation d'un espace aérien unique d'ici décembre 2004. Il s'agit d'un projet de règlement cadre et de règlements spécifiques portant sur les règles de redevance et de transparence dans le secteur des services, la création d'un "espace aérien supérieur" unique et la coordination entre utilisateurs civils et militaires, les procédures de normalisation des équipements et de gestion du trafic.

♦ **Spectre radioélectrique** : Le Conseil a adopté, les 15/16 octobre, à une position commune préalable à l'adoption de la "décision relative à un cadre réglementaire pour la politique de spectre radioélectrique dans l'Union". Le but est d'aboutir à un cadre permettant d'assurer une coordination des politiques dans le domaine des communications électroniques, des transports (Galileo), de la recherche-développement (procédure de co-décision).

♦ **Service public audiovisuel** : la Commission a adopté, le 17 octobre, une communication sur l'application des règles de financement des organismes publics de radiodiffusion destinée à clarifier et à sécuriser juridiquement le secteur de l'audiovisuel. Elle précise que les Etats membres sont en principe libres de déterminer l'étendue du service public et la façon dont il est organisé et financé. Aucune objection ne sera soulevée à l'encontre de la nature des programmes inclus dans la mission. En revanche, trois conditions devront être respectées : les Etats doivent définir clairement la mission de service public ; confier officiellement cette mission à une ou plusieurs entreprises par l'intermédiaire d'un acte officiel ; limiter le financement à ce qui est nécessaire à la mission de service public.

---

### Social

♦ **Information-consultation des travailleurs** : le Parlement vient de se prononcer en deuxième lecture (co-décision) sur la directive concernant l'information et la consultation des travailleurs. Il a renforcé la position du Conseil : information-consultation dès l'étape de planification, et avant toute décision ; pas de périodes de transition pour les Etats membres qui n'ont pas de régime d'information-consultation des travailleurs ; limitation de la période de transposition à deux ans (et non trois). La question des sanctions est renvoyée au niveau des Etats membres.

♦ **Société européenne** : le Conseil affaires sociales du 8 octobre dernier a formellement adopté le règlement établissant le statut de société européenne (SE) ainsi que la directive associée concernant l'implication des travailleurs dans la SE. Le statut sera applicable à partir de 2004, soit plus de trente ans après le dépôt de la première proposition.

### Services of general interest

♦ The executive committee of the **European Federation of Trade unions** adopted, on 10<sup>th</sup> October, a resolution on the Laeken agenda and the future of the Union. In particular, this resolution requires that services of general interest, part of the European social model, be anchored in the Constitution; and, that "European social partners be permanently associated with the Convention"

♦ "**Single European sky**": On the 10<sup>th</sup> October, the Commission adopted its first proposals on the creation of a single airspace by December 2004. These are framework regulation draft and specific regulations concerning rules on licences and transparencies in the services sector, the establishment of a single "upper airspace" and the coordination between civil and military users, procedures of standardisation of equipment and traffic management.

♦ **Radio spectrum**: During its meeting, on 15<sup>th</sup> and 16<sup>th</sup> October, the Council adopted a common position prior to the adoption of the "decision concerning regulation framework on radio spectrum policy in the Union". The aim is to set up a structure that will ensure coordination of policies in the domains of communications, electronics, transports (Galileo) and in research-development (co-decision procedure).

♦ **Audio-visual public service**. On 17<sup>th</sup> October, the Commission adopted a communication on the application of rules, concerning the financing of public organizations responsible for radio broadcasting, aimed at providing clarification and ensuring legal surety of the Audio-visual sector. It clarifies that Member States are, in principle, free to decide the extent of the public service and the way it is organised and financed. No objection shall be raised against the nature of programmes included in the mission. However, three conditions must be met: the State must clearly define the mission of public service, officially attribute the responsibility of the mission to one or more firms through an official declaration; restrict financing to what is necessary for a public service mission.

---

### Social

♦ **Information-consultation of workers**: The parliament has issued a statement, after a second reading (co-decision), on a directive concerning the information and consultation of workers. It consolidates the Council's position on the matter: information-consultation conducted right from the planning stage and before taking any decision; there will be no transition periods for Member States having no information-consultation systems for workers; transposition period limited to two years (instead of three). The question of penalties is left at the level of Member States themselves.

♦ **European company**: The social affairs council of 8<sup>th</sup> October, formally adopted a regulation setting up the Statute of European Company (SE) and, associated with it, a directive concerning the involvement of workers in the SE. The statute will be effective from 2004, that is thirty years after the submission of the first proposition.

♦ **Cour de justice** : La Cour a rendu, le 26 juin dernier, un arrêt (C-173/99) dans une affaire opposant un syndicat de gens du spectacle (BECTU) au ministère britannique du commerce et de l'industrie sur le droit aux congés payés. Selon la Cour, le droit communautaire, notamment la directive 93/104 CE, s'oppose à la réglementation britannique qui fait dépendre l'existence du droit au congé annuel payé de l'accomplissement d'une période minimale de treize semaines sans interruption auprès du même employeur. La Cour n'a cependant pas suivi l'avocat général qui avait estimé que le droit au congé payé est un droit social fondamental qui trouve sa confirmation officielle dans la Charte des droits fondamentaux de décembre 2000 (cf. bulletin 75). Il semblerait que la Cour attendent qu'un certain nombre de cours nationales aient rendu des jugements s'appuyant sur la Charte avant d'y faire elle-même référence.

---

## Marchés publics

♦ La commission juridique et du marché intérieur du Parlement européen a adopté, le 17 octobre dernier, par un vote très serré, deux rapports de Stefano Zappala (PPE-DE, Italie) sur les nouvelles propositions de la Commission relatives à la simplification et la mise à jour de la législation en matière de passation de marchés publics de fourniture, de services et de travaux. Le dossier passera en plénière en novembre prochain. Le premier rapport propose, notamment, i/ une augmentation de 50% des différents seuils à partir desquels un contrat doit être soumis à la réglementation communautaire ii/ une meilleure représentation des critères écologiques et sociaux iii/ que toute personne ayant été condamnée pour racket, blanchiment d'argent ou escroquerie soit exclue de la participation à l'appel d'offres, de même que celles dont l'entreprise a été déclarée en faillite. Le second rapport examine la proposition sectorielle concernant les entreprises de distribution d'eau, d'énergie et de transports et se prononce également en faveur d'une augmentation de 50% des seuils. (voir également bulletins 72, 59)

♦ Conformément à l'agenda arrêté à Nice, la Commission a adopté le 15 octobre une communication interprétative sur la possibilité pour les autorités publiques de prendre en compte des aspects sociaux à chaque étape de la procédure de passation des marchés publics. Le document reconnaît que les directives européennes en matière de marché publics ne sont pas des instruments explicites de promotion de l'égalité, de la santé, de la sécurité, de l'emploi.

♦ La présidence belge souhaite, pour sa part, lier l'examen du rapport du Parlement et celui de la communication.

---

## Consommateurs

La Commission a rendu public, le 20 octobre dernier, son Livre vert sur la protection des consommateurs et lance une consultation publique sur les orientations à donner. Les parties intéressées ont jusqu'au 15 janvier 2002 pour s'exprimer, soit par écrit, soit sur le site de la Commission.

---

## Derniers jours

Inscriptions pour le **Troisième Forum sur les services d'intérêt général** des 19 et 20 novembre 2001 à Bruxelles, soit par fax (+ 33 1 40 42 13 78) soit par Email [celsig@noos.fr](mailto:celsig@noos.fr)

♦ **Court of Justice**: On 26<sup>th</sup> June the Court passed a judgment (C-173/99) in a case opposing the Broadcasting Entertainment Cinematograph and Theatre Union (BECTU) and the British ministry of commerce and industry on the right to paid leave. According to the Court, the Community's law, in particular directive 93/104 CE, is opposed to the British regulation which conditions the right to annual paid leave upon the accomplishment of a minimum continuous period of thirteen weeks of working for the same employer. However, the Court did not follow the prosecuting attorney's decision that the right to paid leave was a fundamental social right which is formally confirmed in the Charter of Fundamental rights of December 2000 (cf. bulletin 75). It appears that the Court is holding on, before referring to the Charter itself, until a number of National courts issue some of their judgements based on it.

---

## Public procurement

♦ On 17<sup>th</sup> October the legal and the internal market committees of the Parliament adopted, by a very narrow majority, two reports from Stefano Zappala (PPE-DE, Italy) on new proposals of the Commission on the simplification and the update of the legislation concerning the attribution of public contracts for provisions, services and works. The issue will be examined in a plenary session in November. The first report proposes, in particular, i/ an increase of 50% of different thresholds from which a contract is to be subjected to Community rule ii/ an improved representation of ecological and social criteria iii/ any one having been convicted of racketeering, money laundering or fraud, as well as, those whose firms were once declared bankrupt, should not be allowed to participate in calls for tender. The second report examines sector based proposal concerning water distribution, energy and transport firms and is in favour of a 50% increase of thresholds (see also bulletins 72, 59).

♦ In accordance with the agenda fixed at Nice, the Commission adopted, on 15<sup>th</sup> October, an interpretive communication on the possibility for public authorities to take into account social aspects at each step in the process of the attribution of public contracts. The document acknowledges that European directives on public contracts are not explicit instruments in the promotion of equality, health, security and employment.

♦ The Belgian presidency wishes to associate the examination of the Parliamentary report to that of the communication.

---

## Consumers

The Commission has, on 20<sup>th</sup> October, rendered public its Green Paper on the protection of consumers and launched a public consultation on the directions to follow. Interested parties have up till 15<sup>th</sup> January 2002 to express their views, either by writing or at the Commission's internet site.

---

## Final days

Registrations for **The Third Forum on services of general interest** on 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> November 2001 in Brussels are still possible either by fax (+ 33 1 40 42 13 78) or by Email [celsig@noos.fr](mailto:celsig@noos.fr)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@noos.fr](mailto:celsig@noos.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.